

Par e-mail : https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/15/alexandre-monnin-compte-tenu-du-rechauffement-climatique-le-renoncement-n-est-plus-percu-comme-un-mot-repoussoir_6173480_3232.html

Alexandre Monnin, philosophe : « Compte tenu du réchauffement climatique, le renoncement n'est plus perçu comme un mot repoussoir »

Par Claire Legros Publié le 15 mai 2023

Entretien Face aux crises écologiques, les nécessaires renoncements doivent être anticipés et tenir compte des attachements et dépendances des populations au monde actuel pour être justes et démocratiques, souligne le philosophe.

Alexandre Monnin est philosophe et enseigne la « redirection écologique », discipline qu'il a cocrée, à l'ESC Clermont Business School. Cofondateur du laboratoire de recherche en sciences sociales Origens Media Lab, il vient de publier *Politiser le renoncement* (Divergences, 160 pages, 15 euros).

En quoi l'enseignement en « redirection écologique » que vous assurez consiste-t-il ?

Nous sommes dans un moment paradoxal où les discours et les pratiques commencent à basculer. Compte tenu du réchauffement climatique, le renoncement n'est plus perçu comme un mot repoussoir. Pour l'Etat, les collectivités, les entreprises, il est devenu insoutenable de maintenir toutes les infrastructures à l'échelle d'un territoire. Il faut faire des choix. Mais nous manquons d'institutions et de dispositifs pour porter démocratiquement ces arbitrages, comme on le voit actuellement avec les mégabassines et les projets inutiles.

Nous formons nos étudiants à accompagner des municipalités, des territoires ou des entreprises dans cette réflexion. Certains sont intervenus à la demande de communes de montagne pour inventer d'autres modèles que le ski ; d'autres ont accompagné la MAIF sur les enjeux d'assurabilité des habitations dans un contexte d'aléas climatiques, ou encore des entreprises du BTP sur le passage de la construction neuve à la maintenance et à l'isolation. Ils vont sur le terrain pour essayer de comprendre les attachements des habitants aux infrastructures et aux activités concernées, et proposer des directions qui tiennent compte des réalités énergétiques, environnementales, géopolitiques. Au-delà de solutions toutes faites, la démarche est forcément expérimentale.

Comment faire pour que les renoncements soient politiquement acceptables ?

Face à la crise environnementale, deux modèles s'opposent souvent : d'un côté, ceux qui croient que l'innovation va tout résoudre, dans une forme de solutionnisme qui fait abstraction des limites planétaires. Et de l'autre, ceux qui veulent en finir avec les technologies, en oubliant que nous

sommes collectivement dépendants d'infrastructures et de chaînes logistiques sans lesquelles on ne peut plus survivre. N'oublions pas que pendant la pandémie de Covid, ce sont des dispositifs technologiques qui ont permis la survie des personnes vulnérables.

Parce qu'aucune des deux options ne me semble pertinente, je plaide pour une ligne de crête qui permette d'avancer dans des conditions justes et démocratiques. Il y faut trois conditions : le renoncement ne doit pas être imposé à la population, mais démocratique ; il faut l'anticiper pour ne pas décider au pied du mur ; et il doit tenir compte des attachements qui ont été tissés et des dépendances des populations.

Vous êtes critique à l'égard des penseurs de l'écologie politique qui appellent à une reconnexion au vivant et s'inspirent des cosmogonies des peuples autochtones. Que leur reprochez-vous ?

Leur travail clarifie les enjeux mais s'arrête en chemin. Ces récits ne permettent pas de rendre compte du monde dans lequel nous vivons et d'agir à la hauteur des enjeux planétaires, techniques et géopolitiques. Les notions d'autonomie, de vivant ou de vernaculaire ne sont pas suffisantes pour penser la bascule d'un monde à 8 milliards d'individus. Ce discours ne dit rien de la technosphère, qui est tellement présente dans nos sociétés – et à laquelle nous sommes tellement attachés – qu'il est illusoire de penser qu'elle va disparaître complètement. L'écologie ne peut pas se penser comme un retour à la nature ou à une époque antérieure, sous peine de porter avec elle un arrière-plan malthusien ou réactionnaire.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de marge de manœuvre. Mais il nous faut construire une écologie politique qui tienne les deux bouts de la dialectique : définir un cadre ambitieux, des enjeux stratégiques forts comme la fermeture ou le renoncement, et accepter aussi de mettre les mains dans le cambouis pour opérer les arbitrages nécessaires sans tomber dans le piège de la tentation réactionnaire, raciste ou validiste.

Vous définissez les ruines héritées de plus d'un siècle d'industrialisation comme des « communs négatifs ». Est-ce pour vous une façon de politiser leur gouvernance ?

La notion de [« communs négatifs »](#) s'inspire des travaux d'Elinor Ostrom sur les communs, ces ressources positives – lacs, forêts, prairies, etc. – autour desquelles des communautés s'organisent pour en bénéficier sans les épuiser. Nous héritons de tout un tas d'infrastructures – sols pollués, usines désaffectées, centrales à charbon, déchets nucléaires, etc. – dont on ne peut pas maintenir l'activité mais dont il va falloir s'occuper très longtemps. Il nous faut trouver les moyens de partager cette responsabilité et ces coûts de façon juste, sans les faire porter par les territoires les plus pauvres, ou les profondeurs de la terre où ils sont souvent relégués.

Les communs négatifs regroupent aussi toutes les réalités managériales, économiques ou encore logistiques, issues du capitalisme, qui nous ont conduits à la catastrophe. Sur ces réalités, la difficulté est de trouver des prises concrètes pour agir. En matière de logement par exemple,

basculer le secteur du bâtiment vers la réhabilitation peut constituer un levier pour remettre en question sa financiarisation. Dans tous les cas, cette bascule doit se faire démocratiquement.

« Politiser le renoncement »

Face aux crises écologiques, comment déterminer les arbitrages qui s'imposent pour que la Terre reste habitable ? Le livre d'Alexandre Monnin propose un cadre conceptuel pour penser ces « *fermetures* », prolongeant les observations exposées dans un précédent essai, coécrit par l'auteur et les économistes Emmanuel Bonnet et Diego Landivar (*Héritage et fermeture, une écologie du démantèlement*, Divergences, 2021).

« *Politiser le renoncement* », c'est le prendre suffisamment au sérieux pour ne pas s'en tenir aux fausses promesses du [solutionnisme technologique](#) ou à l'illusion qu'il serait possible de refermer purement et simplement la parenthèse de la modernité, affirme le philosophe. Entre ces deux « *impasses* » dont il éclaire les limites, l'ouvrage propose de tracer une « *ligne de crête* » qui passe par un devoir d'inventaire. Il s'agit d'identifier l'héritage qui menace l'habitabilité de la planète, mais aussi de reconnaître les dépendances et les attachements qui nous lient bien souvent à ces réalités.

En s'appuyant sur la notion de [communs négatifs](#), l'auteur met l'accent sur la réappropriation collective des ruines – sols pollués, déchets radioactifs, mais aussi héritages culturels et réalités techniques et économiques obsolètes – afin de ne pas laisser la responsabilité de leur démantèlement aux seules populations touchées ou délaissées. On peut regretter que l'ouvrage, qui s'appuie sur une riche bibliographie, reste d'une lecture souvent complexe. Il a l'intérêt de placer les enjeux démocratiques et de justice sociale au centre des arbitrages.